

Dans une [première contribution](#), Davide Gallo Lassere est revenu sur les analyses d'[Andreas Malm](#) concernant le [capitalocène](#) et les liens entre capitalisme et énergies fossiles, à partir d'une approche opéraïste. Il poursuit ici le débat avec Malm, en particulier autour de son dernier livre paru récemment aux éditions La Fabrique, *La chauve-souris et le capital*. Il discute notamment les options stratégiques que l'auteur suédois présente dans la deuxième partie de son ouvrage et qu'il synthétise en appelant à un « [léninisme écologique](#) ».



Disons-le d'emblée : le diagnostic dressé par Malm de la pandémie en cours est foudroyant mais, quoique stimulante, la proposition/provocation du léninisme écologique qu'il met en avant dans son enthousiasmant pamphlet sur le Covid-19 apparaît passablement discutable. Qui plus est, elle nous semble contestable à l'aune des présupposés épistémologiques et des analyses historiques élaborées par Malm lui-même dans ses précédents travaux axés autour de la centralité politique des luttes sociales. En outre, elle semble en décalage par rapport à l'examen de l'espace global qui donne corps à son essai. À cet égard, les lectures opéraïstes des classiques de la pensée révolutionnaire et des géographies contemporaines du capital nous paraissent distiller un bon vaccin contre la fièvre du « désir d'État » qui jaillit de certaines pages de *La chauve-souris et le capital*<sup>[1]</sup>.

Procédons par ordre. Les chemins de la généalogie et de la critique du Capitalocène nous ont menés en Chine – haut lieu de concentration de plusieurs tendances globales. Et c'est également de cette région du monde que nous devons repartir si nous voulons comprendre les processus qui bouleversent de fond en comble le présent le plus récent. Les logiques temporelles à l'œuvre derrière le changement climatique nous montrent que plus la planète devient chaude, plus les dynamiques complexes et multiscales rétroagissent sur les écosystèmes, en la réchauffant à leur tour toujours plus. D'où la nécessité vitale d'intervenir au plus vite pour renverser le *statu quo* avant que la situation n'échappe définitivement à tout contrôle social et politique – c'est-à-dire avant que le *dark side* de l'autonomie de la nature ne prenne le dessus.

Bien qu'à une échelle mineure, une urgence analogue émane des forces sociales qui ont animé le déclenchement et la propagation du Covid-19. Si ce phénomène n'a pas un tel pouvoir d'effriter les fondements mêmes de la vie humaine sur la Terre (et de beaucoup d'autres espèces d'ailleurs), la nuisance mortifère que le SARS-CoV-2 a pu engendrer de nos jours appelle à agir avec un degré comparable de promptitude et de radicalité. Avant de discuter les perspectives politiques qui se dégagent de cet *instant book* si ancré dans la conjoncture actuelle, concentrons-nous donc sur la séquence que nous sommes en train de traverser, en scannant les processus socio-économiques et les coordonnées spatio-temporelles de son déploiement.

## ***Horror vacui*, déforestation et zoonoses**

La logique de l'accumulation du capital impose la conquête et le remplissage incessants de l'espace géographique. Laisser vacant un lieu signifie ne pas le mettre en valeur. L'élargissement incessant du circuit de la reproduction du capital détermine une tendance expansive vouée à saturer le monde ; à l'envahir toujours plus, le coloniser davantage et l'aménager de plus en plus en fonction de l'entretien ultérieur de la dynamique de développement. Étaler et approfondir en continuation la présence de dispositifs qui stimulent les processus d'accumulation : voilà la fin sans fin de l'élan perpétuel à la croissance illimitée.

À ce propos, les forêts vierges constituent un terrain à défricher ; elles invitent à être pénétrées et soumises aux dures lois du marché. Du point de vue de la cartographie du capital, le vide auquel elles donnent lieu en termes de profit doit être comblé. Mais quelles sont les contraintes systémiques qui poussent pour faire progresser à de tels endroits les frontières du capital et effacer ainsi des cartes ces insupportables trous blancs ? Au début du millénaire, la perte des forêts tropicales est fondamentalement déterminée par la production de marchandises. Plus précisément, quatre biens s'octroient la part du lion : par ordre décroissant, la viande de bœuf, le soja, l'huile de palme et le bois.

À eux seuls, ces produits sont responsables des « quatre dixièmes de la déforestation tropicale, qui s'est accélérée dans des proportions spectaculaires entre 2000 et 2011, répartie entre sept pays d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine » [2]. Loin de déboucher sur la domestication de la nature sauvage, toutefois, l'appropriation compulsive de territoires reculés et l'extraction brutale de ressources inaccessibles ont fini par mettre en branle des micro-organismes pathogènes, lesquels se sont vite fait absorber par les circuits du capital global au point de rendre nécessaires le blocage/ralentissement de pans entiers de l'économie et le confinement pour plusieurs semaines de trois milliards de personnes dans le monde. C'est ainsi que l'apprenti sorcier de l'accumulation capitaliste une fois aux prises avec les démons de la nature profonde déchaina un monstre difficile à dompter.

*Rebus sic stantibus*, nous devons nous attendre à l'émergence d'autres pandémies dans les années à venir. Et en effet, depuis deux décennies nous assistons déjà à l'irruption sur la scène globale de plusieurs maladies virales. Bien que leurs pics épidémiques n'aient jamais atteint les sommets du Covid-19, la grippe aviaire dans de nombreux pays du monde, la SARS dans le Sud-est asiatique notamment, la MERS au Moyen-Orient ou Ebola dans l'Afrique sub-saharienne comptent parmi les plus funestes. Par-delà les divers taux de morbidité, degrés de létalité, nombre absolu et composition des morts, à l'origine de ces infections opère le soi-disant « saut d'espèce ».

De quoi s'agit-il et pourquoi le changement climatique et les processus de déforestation jouent un rôle si décisif dans le phénomène du *spillover* ? Par saut d'espèce, on entend le passage d'un agent pathogène depuis un animal vers un autre appartenant à une espèce différente. Le nouvel animal peut se révéler hostile à la reproduction du virus ou se présenter, pour de nombreuses raisons, comme un hôte plus favorable, un « hôte amplificateur » – ce qui permet la relance à une échelle plus grande de la diffusion du virus. Comme cela a été dit, trop souvent « les grandes fermes font les grandes gripes »[3].

Le biologiste [Robert Wallace](#) a en effet démontré que les élevages industriels d'animaux destinés aux abattoirs constituent de dangereux creusets de contamination. Les exploitations intensives comme les parcs d'engraissement pour les porcs, les batteries de volaille, etc. – où les bêtes subissent des processus de sélection génétique douteux – mettent à disposition un milieu propice à l'évolution d'agents pathogènes particulièrement agressifs à cause de la haute densité des organismes hôtes, de leurs faibles ressources immunitaires et de la brièveté de leurs cycles de vie. Quand le saut d'espèce s'effectue entre un animal et l'être humain – avec la possibilité d'animaux intermédiaires qui véhiculent le virus de l'un à l'autre en le faisant évoluer dans le « bon » sens – on parle alors de zoonose... « un mot du futur – écrivit Quammen en 2012 –, destiné à devenir beaucoup plus commun au courant de ce siècle »[4].

Avec le SARS-CoV-2 le lieu qui a fait fonction de médiation n'a pas été un élevage industriel, comme avec la grippe aviaire à la fin du XXème siècle ou probablement aussi avec la grippe espagnole en 1918, mais un marché humide – ainsi nommé à cause des rinçages fréquents qui se déroulent après l'abattage des viandes –, où des dizaines d'espèces différentes se côtoient les unes les autres.

Dans tous les cas, c'est bel et bien la percée des affaires capitalistes dans des recoins peu explorés des forêts tropicales qui nous fait entrer en contact, directement ou indirectement, avec des animaux sauvages charriant des virus vis-à-vis desquels nos systèmes immunitaires sont démunis. À cet égard, l'Amérique latine, l'Afrique centrale et le Sud-est asiatique constituent les régions les plus exposées. Avec la mise en pâturages des surfaces boisées, l'expansion des monocultures d'exportation (huile de palme, soja, café, cacao, tabac, canne à sucre, produits fruitiers, etc.) représente le front le plus avancé de l'infiltration/dévastation des milieux naturels auparavant (quasi-)intacts. La déforestation augmente donc le risque de rencontre, de contagion et de transmission entre des virus qui affectent les espèces animales et les êtres humains.

Mais cela n'est pas tout. Il faut mettre sur le compte de la déforestation deux autres points. En premier lieu, le déboisement déréglé entraîne la perte de biodiversité, laquelle non seulement enclenche de nombreuses retombées en cascade qui déstabilisent les écosystèmes, mais est aussi intimement liée au *spillover*. La variété des espèces augmente en fait la probabilité pour les virus de tomber sur un mauvais hôte, en produisant un effet de dilution qui compromet l'effort du « saut » : plus est riche la biodiversité, moindre est la possibilité de zoonoses.

En deuxième lieu, le déboisement fragmente les zones forestières, ce qui implique l'accélération de l'évolution des pathogènes pour deux raisons : tout d'abord parce que les animaux hôtes se voient renfermés dans des habitats de taille réduite, où les contacts sont plus serrés ; et ensuite parce que ces conditions de stress chronique les astreignent à accomplir des longues migrations, en facilitant ainsi la dissémination du virus. Bref, « les grands foyers du débordement zoonotique sont aussi des hauts lieux de la déforestation : et ils se trouvent sous les tropiques »[5].

Or, parmi les candidats à la prime du meilleur passeur de virus, la chauve-souris est sans doute la favorite de la course. Ou mieux : elle est la championne de la zoonose. Avec ses 1.200 espèces dans le monde, la chauve-souris a derrière elle environ 65 millions d'années de spéciation qui lui ont permis de modifier son génome et de développer un système immunitaire très puissant. C'est ainsi qu'avec les rongeurs elle est devenue une porteuse saine d'une énorme quantité de virus. Le fait d'être un mammifère facilite en plus la transmission - très souvent par le biais d'un hôte amplificateur - à l'être humain.

Par-delà son histoire ancestrale, ses formidables capacités d'adaptation et de résistance aux virus dérivent d'au moins deux autres caractéristiques spécifiques : la chauve-souris est le seul mammifère à même de voler et elle est un animal grégaire. Le revers de la médaille du premier facteur est une température corporelle de 40°, pour s'envoler et planer dans l'air la chauve-souris étant contrainte de battre avec frénésie des ailes. Une telle gradation ne semble pas perturber le mammifère, alors qu'elle rend les virus plus robustes au mécanisme d'auto-défense qu'est l'état fébrile. Ensuite, les chauves-souris vivent dans des colonies qui peuvent arriver à plusieurs milliers d'individus, avec les perchoirs cachés dans des ravins ou des grottes. Une telle concentration dans des lieux si fermés est une formule excellente pour l'immunité de groupe.

Toutes ces raisons font de la chauve-souris un prodigieux hôte réservoir[6]. Et en effet, les chauves-souris hébergent plus de 3.000 types de coronavirus différents. Certes, tous ces virus n'ont pas la capacité de sauter d'une espèce à l'autre, d'atterrir sur des êtres humains et de proliférer parmi nous. Il est pourtant clair que des phénomènes si bouleversants pour les milieux naturels comme les déforestations et le réchauffement climatique les obligeront toujours plus à migrer pour chercher des habitats plus confortables. Et il est également évident que le vol permet aux essaims de ces animaux de couvrir des longues distances et d'augmenter ainsi les possibilités d'intercepter un plus grand nombre d'hôtes potentiels.

« Autrement dit, les fondements de la vie des chauves-souris constituent une infraction aux deux premières règles des confinements de 2020 : ne pas se déplacer et ne pas se rassembler »[7].

Voilà pourquoi, protéger les espaces de la vie sauvage du changement climatique et de la déforestation signifie intervenir sur les causes mêmes des pandémies à venir et sauvegarder ainsi l'habitabilité de la planète - ce qui implique un revirement drastique et immédiat des rails sur lesquels la mondialisation a roulé jusqu'à présent.

## Et vogue la mondialisation

Les tendances systémiques de l'accumulation capitaliste ont engendré à titre de contre-finalité le désastre du Covid-19 :

« entassez les animaux sauvages les uns sur les autres et la boîte de Pandore pandémique s'ouvrira tôt ou tard, conséquences prévisible du traitement réservé à la vie sauvage »[8].

Alors que certains secteurs du grand capital, comme les GAFAs ou les géants du sécuritaire, sont en train d'amasser des quantités redoutables d'argent, nous nous retrouvons en plein milieu d'une des plus ravageuses crises économiques de l'histoire du capitalisme. Mais comment est structuré à l'échelle du globe le réseau complexe de rapports financiers, productifs et commerciaux qui braque les animaux et débusque les virus, en nouant entre elles les différentes régions de la planète ? Qu'est-ce que nous enseignent la chronologie globale des victimes du Covid-19 et l'impact socialement différencié de la crise sanitaire et économique ? Quelles sont les leçons politiques que nous pouvons tirer de l'ensemble de ces processus ?

Pour comprendre la portée éco-pandémique de la mondialisation galopante, Malm forge l'expression d'« échange écologiquement inégal et pathologique »[\[9\]](#). Cette formulation originale identifie le lien indissoluble qui persiste entre les quantités de ressources biophysiques incorporées par les biens destinés aux marchés occidentaux et la production des conditions favorables au développement des maladies virales dans/depuis le Sud global. L'apparente équité des transactions monétaires qui règlent le commerce international se fonde en effet sur une asymétrie radicale, les consommations des pays du Nord du monde absorbant la biodiversité et les terres des autres continents. Derrière l'équivalent universel de la monnaie se cache en fait – parmi d'autres – l'inégalité spécifique du drainage des matières premières.

En ce sens l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon constituent les épicycles des flux globaux de marchandises qui caractérisent l'échange écologiquement inégal et pathologique. Pour approvisionner leurs besoins, pas seulement alimentaires, ces régions dépendent comme toutes les autres des importations. Cependant, si elle est comptabilisée en terre ou en perte de biodiversité et non pas en dollars, la balance générale des paiements étrangers apparaît lourdement déséquilibrée en faveur des pays du Sud. Ce qui est une autre manière, toute aussi probante, de calculer la dette écologique du Nord global.

Pour ce qui est de l'UE, par exemple, par-delà les profondes divergences entre les pays du centre et de la périphérie, ses exportations commerciales totales enregistrent un excédent monétaire plus ou moins important avec plusieurs pays du Sud du monde ; tandis que l'on estime qu'en 2007 le « solde net de terre incorporée par la consommation de l'UE correspondait à *la superficie de l'Inde* »[\[10\]](#). C'est sur la base d'une telle disproportion écologique que se créent les conditions objectives pour l'essor des infections virales. L'échange écologique inégal n'est alors pas seulement une des sources primaires du maintien des pays et des populations du Sud global dans un état de dépendance et de pauvreté économiques vis-à-vis du Nord, mais il est aussi un moteur important « de déforestation, donc de perte de biodiversité, donc de débordement zoonotique »[\[11\]](#).

Toutefois, cet héritage toujours présent de l'époque coloniale est en train de se transformer en un insidieux cheval de Troie. À une période hantée par le devenir-chronique des épidémies, être un centre névralgique dans les flux globaux de marchandises constitue une arme à double tranchant. Pour ce qui est du SARS-CoV-2, les points chauds de la diffusion du virus – au moins dans un premier moment – ont été plusieurs nœuds cruciaux de la circulation mondiale du capital : la Lombardie, l'Île-de-France, les aires métropolitaines de Londres, Madrid et Bruxelles, New York et son hinterland...

Ces foyers, à la fois du Covid-19 et des intérêts du grand capital, sont parmi les cœurs pulsants de la mobilité des personnes à l'échelle du monde. Ce qui définit le bouclage de la boucle, ou la coïncidence quasi-parfaite entre la circulation de l'argent et des marchandises, la circulation des êtres humains et la circulation des virus. Le réseau des

transports planétaires s'est ainsi révélé non seulement un catalyseur de la pandémie, mais sa véritable *conditio sine qua non*. L'existence de ce phénomène ne représente pas pourtant une nouveauté en soi. Déjà lors des précédents épisodes pandémiques les maladies se déplaçaient d'un centre à l'autre du capital marchand global, avant d'atteindre les campagnes.

C'est la vitesse du processus qui est inédite. Jadis, les virus et les parasites voyageaient au rythme des voiliers et des caravanes, des trains et des bateaux à vapeur. Ce n'est qu'avec l'apparition des avions, et avec la démocratisation de leur usage, que les pathogènes ont eu accès *en si peu de temps* à des territoires et des populations aussi vastes. La compression spatio-temporelle rendue possible par le développement des forces productives, pour ressusciter un vieux concept toujours d'actualité, a enclenché un effet domino paradoxal. En effet, si toutes les régions du monde et toutes les couches de la société ont été affectées par le Covid-19, ce sont d'abord les zones et les classes riches qui ont encaissé le coup, et ensuite les pauvres.

En dépit de cela, au fur et à mesure que les crises sanitaire et économique s'enfonçaient, ce sont les classes subalternes qui ont payé la note la plus salée. Et encore une fois, ce sont bien celles et ceux qui ont fait le moins pour provoquer le désastre qui en subissent les conséquences les plus funestes.

Pour théoriser le diagnostic des catastrophes climatiques et pandémiques en cours nous devons donc reconnaître le caractère social et historique non seulement des conditions qui favorisent l'exposition aux événements tragiques, mais aussi des dynamiques qui déterminent leur émergence. Avec la phase actuelle de la mondialisation, l'empreinte capitaliste imprègne jusqu'aux processus mêmes de causation des chocs, au lieu de n'intervenir que *post festum*. Traditionnellement, la critique des désastres naturels attribue aux rapports sociaux une fonction d'amplification des dégâts. De la lecture rousseauiste du tremblement de terre de Lisbonne aux théories critiques de la vulnérabilité l'accent est justement mis sur le social plutôt que le naturel : si la société n'était pas aussi inégalitaire, alors le bilan de tel ou tel cataclysme aurait été moins dramatique.

Au contraire, l'épidémiologie critique ou la biologie marxiste montrent que non seulement les conséquences, mais les causes profondes et les pressions dynamiques à l'origine des catastrophes naturelles sont de plus en plus sociales. La combustion d'énergies fossiles, l'émission de CO<sub>2</sub>, etc., pour ce qui est du réchauffement climatique ; la déforestation, les extinctions de masse, etc., en ce qui concerne les épidémies/pandémies : voilà ce qui provoque plus de sécheresses, d'incendies, de canicules, d'inondations, de tempêtes ou d'ouragans d'un côté, et plus de zoonoses de l'autre. Par conséquent, la critique de la violence néolibérale – gouvernance sécuritaire et sanitaire incluses – ne peut plus rester séparée de la remise en cause radicale des tendances profondes à la domination et à la marchandisation de la nature[12].

## Capitalocène, contre-pouvoirs et transition socio-écologique

Le changement climatique et la pandémie du Covid-19 constituent deux expressions hétérogènes de la crise écologique en cours. À la différence des crises sociales, économiques et politiques qui hantent de façon récursive les sociétés capitalistes, la crise



écologique ne suit pas une tendance cyclique mais exponentielle. La subsomption effrénée de la nature produit en fait toujours plus d'effets virulents en retour, qui sont en train de saper les présupposés mêmes sur lesquels se fonde la recherche du profit. Le théoricien éco-marxiste James O'connor qualifie ce processus de deuxième contradiction, à savoir : la contrainte qui pousse l'accumulation du capital à détruire les conditions matérielles qui assurent sa reproduction[13].

D'après Malm, qui cautionne une telle lecture, nous sommes entrés dans une époque d'urgences chroniques, où les États seront de plus en plus obligés d'intervenir massivement pour prendre en charge la santé de la force de travail et des consommateurs. À cet égard, la pandémie est un excellent cas de figure qui montre à quel point les pouvoirs en place peuvent être amenés à induire des lourdes crises – du côté de l'offre comme du côté de la demande – si la survie des populations est menacée. Malheureusement, les mesures *extraordinaires* adoptées pour limiter les pertes – du jamais vu, littéralement, en temps de paix – ont ciblé les symptômes de la crise, en laissant les causes hors des viseurs.

Pour sortir de la gravité de la situation en cours nous avons pourtant besoin d'une stratégie opposée, consacrée au déracinement des maux qui alimentent la crise écologique et non à la simple gestion plus ou moins efficace de ses conséquences délétères. Pour Malm, une telle démarche, authentiquement révolutionnaire, devrait remettre au goût du jour le geste typique des bolchéviques, lesquels, en plein milieu de la Grande Guerre, ont eu la capacité de transformer la crise des symptômes en crise des causes, c'est-à-dire ont eu la force de renverser la guerre impérialiste entre les puissances globales en guerre civile révolutionnaire.

La singularité de la révolution de 1917 a en effet consisté en une intervention consciente vouée à arrêter la civilisation telle qu'elle s'était manifestée jusqu'à ce moment, en mettant fin à l'impérialisme et à l'exploitation de classe. Ceci est le legs philosophico-politique et historico-universel toujours réactivable de l'Octobre soviétique. Par-delà ses réalisations concrètes et sa dégénération stalinienne, la prise du Palais d'Hiver a enclenché un processus de transcendance immanente de la modernité ; elle a inauguré une dynamique d'autodépassement, faite de ruptures et de prolongations de son héritage.

Le « léninisme écologique » que Malm appelle de ses vœux doit alors être compris comme une archive où repérer des sources d'inspiration, et non comme « une affiliation partisane »[14]. Ce qui implique, en premier lieu, un sens aigu de la conjoncture. À l'époque du Capitalocène réellement existant, dit l'auteur en citant le collectif anglais *Salvage*, « toute politique doit devenir une politique du désastre »[15]. Bien que ses retombées négatives accablent de façon inégale et combinée les différentes régions du monde et les différentes couches de la société, la crise actuelle est déjà éminemment tragique et elle est destinée à le devenir toujours plus. C'est ce sens de l'urgence qui pousse Malm à décréter deux nécrologies[16] – une pour la social-démocratie, l'autre pour l'anarchisme – et qui oriente sa perspective politique vers le « communisme écologique de guerre », plutôt que vers un « simple » *Green New Deal*.

Pour le chercheur et militant suédois, les années 2010 ont sonné le glas de toute variable réformiste comme de toute prétention à faire abstraction du levier étatique, en ouvrant grand les portes au réalisme le plus intransigeant qui fait du pouvoir d'État un outil incontournable. Le gradualisme et le long-termisme des social-démocraties font en fait partie d'une période désormais révolue : nous sommes d'ores et déjà en plein milieu d'une temporalité qui rend naïf et obsolète l'espoir en la lente amélioration des trains de vie sur la base du dialogue social et du compromis entre les parties adverses. Les faillites des

gouvernements progressistes latino-américains, les expériences de Syriza et Podemos et l'échec des campagnes électorales de la gauche anglo-américaine en sont la preuve. Ce qui ne signifie pas que ces formations n'ont plus aucun rôle à jouer ; au contraire, elles doivent tout bonnement aller au-delà d'elles-mêmes si elles veulent survivre au durcissement de l'affrontement en cours depuis 2008.

Également condamnés sont l'horizontalisme et l'anti-étatisme jusque-boutistes d'extrême gauche, relégués aux greniers de l'histoire non seulement par le renforcement et la radicalisation post-crise du néolibéralisme, mais surtout par les défis posés par le Covid-19 et, encore plus, par le réchauffement climatique. Le bilan d'ombres et lumières des printemps arabes, des occupations des places, des grèves féministes, des mouvements antiracistes et pour la justice environnementale et climatique ou des multiples soulèvements populaires de 2018-19 invite à revoir la prise de distance irréductible avec la machine étatique. Un certain degré de *hard power* apparaît en effet nécessaire pour éradiquer au plus vite la déforestation sauvage, proscrire l'extraction brutale de ressources naturelles ou reconvertir les multinationales du capital fossile ; tout comme un minimum de centralisation et de verticalité semblent inéluctables pour pourvoir aux besoins des sociétés complexes et différenciées, à partir de ceux liés à la santé. Bref, le public ne peut pas être subitement et entièrement supplanté par le commun.

Sans commenter ces prises de position qui mériteraient une discussion approfondie, mais en les gardant toujours en arrière-plan, nous nous limiterons dans les lignes qui suivent à décortiquer les thèses de Malm dans la perspective d'une confrontation constructive. Nous souhaiterions lui adresser deux critiques qui visent à conclure sur une mise en tension dialectique avec son léninisme écologique.

Tout d'abord, il nous semble que sa recherche d'une voie royale vers le réalisme politique manque d'interroger la forme-État censée mettre en oeuvre des mesures aussi radicales. De quel État est-il question ? L'État-nation tel que nous l'avons connu au XIXème et XXème siècles ? Seulement une grande puissance, ou n'importe quel État peut-il faire l'affaire ? Même un État isolé, qui va de l'avant tout seul, ou bien le communisme écologique de guerre dans un seul pays est-il une contradiction dans les termes ? Faut-il envisager une sorte de regroupement ou d'alliance inter-étatique ? Si oui, sur quelles bases : géographiques, politiques, les deux à la fois ? Et dans quel but, un *Green Comintern*, un *Green Bretton Woods* ? Dans ce cas, quel rôle peuvent jouer les institutions internationales, transnationales ou supranationales ? Etc.

Le potentiel de l'arsenal d'État et son autonomie relative par rapport aux intérêts immédiats du capital sont apparus au grand jour lors des premières phases de la pandémie. Si seules les sphères étatiques détiennent le pouvoir d'atteindre rapidement et à l'échelle de la planète les enjeux macro-économiques et macro-politiques aptes à opérer une véritable transition socio-écologique, les questions de la gouvernance globale, de la souveraineté au XXIème siècle, de la soi-disant violence légitime dans un monde multipolaire, de la planification/allocation des ressources à l'époque des NTIC, etc., ne peuvent pas rester sans réponse.

Par amour de réalisme, l'esquisse d'une théorie de l'État apparaît nécessaire pour ancrer un tel propos dans une perspective qui se veut réellement stratégique. Et ce d'autant plus que l'instauration d'un état d'urgence chronique est passible de déboucher sur l'institution d'un Léviathan, ou pire encore d'un Behemoth climatique<sup>[17]</sup>. L'État ne peut pas être traité comme une simple donnée, unitaire et transhistorique, à moins que l'on ne mise bon gré mal gré sur une « impolitique » de la transformation sociale. Ce sur quoi cède implicitement



à de nombreuses reprises le fil rouge souterrain qui traverse la troisième partie de *La chauve-souris et le capital*.

Malgré sa grande attention et sa participation active aux mouvements écologistes[18], le réalisme politique du Malm de cet ouvrage paraît en effet osciller entre deux écueils, opposés mais spéculaires.

D'un côté, il semble parier téléologiquement sur un point de rupture déterminé par la crise climatique. Comme la nuée porte en elle l'orage, le *global warming* porte en lui la force de frappe nécessaire pour imprimer un tournant radical au cours de l'histoire. Là où nous nous attendrions à une ébauche de théorie du sujet, Malm délègue tout le sale boulot à l'autonomie de la nature et non à celle des subjectivités qui s'opposent au *business-as-usual*. À son apogée, l'avancement objectif du changement climatique finira par assurer le dépassement – plus ou moins synchronique aux quatre coins de la planète, comme avec la pandémie – du seuil qui menace la reproduction de l'espèce, en obligeant l'État à intervenir. L'escalade inexorable des externalités négatives produites par la domination farouche de la nature constitue la contradiction ultime de cette singulière variable écologique de la théorie de l'effondrement, laquelle n'ouvre pas mécaniquement (comme l'auteur le sait fort bien) sur des lendemains qui chantent[19].

De l'autre côté, Malm semble glisser vers le volontarisme. À aucun moment il ne dit qui manœuvrera ni comment les leviers du commandement d'État pour nous emmener du bon côté de l'histoire. Là où nous nous attendrions à une amorce de théorie de l'organisation, nous nous retrouvons aux mains d'une autonomie du politique indéterminée : comme un *deus ex machina*, une avant-garde nourrie de la leçon bolchévique apparaîtra un beau jour pour mener l'assaut final au cœur même de l'État. Malgré son trait évocateur, la référence à la Révolution russe reste ici limitée à l'expérience du communisme de guerre, c'est-à-dire après la prise du pouvoir de la part du parti communiste. Or, non seulement nous sommes loin d'une telle situation, mais l'insurrection d'Octobre 17 n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serain ; elle a été préparée par la défaite de 1905 et par l'avancée du soulèvement de février 1917, c'est-à-dire par la montée des mouvements d'auto-organisation de masse dans les usines, les quartiers, etc.

Ce qui surprend dans l'exposé de Malm, ce n'est donc pas son insistance anti-idéaliste sur le fait que *there can be no clean break* ; mais l'absence patente d'une théorie politique de la transformation sociale, dont les germes ont pourtant émaillé ses études historiographiques sur le capital fossile et le Capitalocène. Paradoxalement, l'approche ultra-politique de ce brillant pamphlet sur le Covid-19 manque les trois piliers de toute politique : une théorie de l'État, une théorie du sujet et une théorie de l'organisation.

Mais quelle hypothèse politique axée autour de ces trois points pourrions-nous mettre en avant à partir d'un diagnostic historique analogue à celui de Malm ? Peut-être qu'une zoonose ou le changement climatique finiront par ensevelir le capitalisme (et l'humanité avec lui) ; pourtant l'enseignement le plus précieux de Lénine ne consiste pas à confier « tout le pouvoir aux crises » ni à transposer de façon intemporelle les contenus de sa politique dans un autre contexte. Comme Malm même le suggère avec sa valorisation du geste léniniste, ce qui est encore vivant de Lénine est plutôt sa méthode.

Lénine comme méthode, selon la lecture opéraïste, signifie adapter toujours la ligne politique à une analyse concrète d'une conjoncture concrète et à une étude minutieuse de la composition sociale et politique des classes subalternes. Lénine devient alors le nom de la forme organisationnelle capable de permettre aux sujets d'interrompre la continuité de

l'exploitation et de la domination capitalistes dans une situation spécifique. En ce sens, nous ne pouvons pas nous référer à Lénine sans le remettre sans cesse à jour, c'est-à-dire sans conduire constamment « Lénine au-delà de Lénine » [20]. À cet égard, il nous semble que la démultiplication et le renforcement des contre-pouvoirs permettent de décliner la perspective politique du léninisme écologique d'une manière plus cohérente 1. avec la phase historique que nous sommes en train de traverser, 2. avec la forme-État dominante aujourd'hui et 3. avec la composition sociale et politique incarnée par les cycles de mobilisation post-2008.

1/La composition spatio-temporelle des processus d'accumulation du capital est foncièrement hétérogène. Le multivers capitaliste produit en effet une géographie et une historicité sociales fort différenciées. Loin d'uniformiser les espaces, les périodes de grandes crises, comme celle qui a caractérisé les années 2010, déterminent des effets centripètes qui hiérarchisent encore plus les différentes régions du globe. Si l'explosion de la pandémie a créé un alignement partiel de certaines conditions objectives à l'échelle de la planète, elle a surtout fait éclater encore plus les asymétries sociales déjà en vigueur.

2/Depuis les années 1970, le déploiement du capital a largement dépossédé l'État-nation de son pouvoir de régulation. La transnationalisation des processus économiques, l'émergence de puissantes multinationales, les pressions exercés par les dispositifs financiers, etc. ont fracturé l'unité de l'État : de son territoire, de son appareil institutionnel, de ses modalités de fonctionnement. C'est sur le fond de ce cadre sociogéographique et économique-politique qu'une théorie et une pratique du double pouvoir, au croisement des politiques autonomes et des politiques institutionnelles, peuvent se frayer un chemin. Dans et contre les appareils d'État, en dehors et comme alternative par rapport à eux et/ou en dehors et contre.

3/L'enracinement, la diffusion et la reproduction de foyers de contre-pouvoir dans tous les centres vitaux du système fait imploser les oppositions rigides entre tactique et stratégie ou entre réforme et révolution qui ont caractérisé le mouvement ouvrier. Double pouvoir, donc, comme cadre permanent d'auto-organisation des mouvements et d'auto-gouvernement de la société qui se ramifie à travers un réseau épais de contre-pouvoirs [21].

Une telle approche, qui fait le deuil de l'État comme terrain prioritaire des politiques de libération, n'appelle pas à désertir ce champ de bataille. Au contraire : elle vise à articuler horizontalité et verticalité, ancrage dans le social/les territoires et sphères institutionnelles, et cela dans la perspective d'une remise à jour de la théorie et de la pratique du double pouvoir. Quoique sous une forme embryonnaire, c'est ce que nous croyons avoir vu à l'œuvre depuis le déclenchement de l'épidémie et c'est ce qu'il nous semble avoir caractérisé, avec ses atouts et ses faiblesses, les années 2010. Mais c'est aussi la lecture que nous faisons d'un autre ouvrage récent d'Andreas Malm, *Comment saboter un pipeline*, où l'auteur nous paraît travailler dans la direction d'une pluralisation des pratiques, en entrecroisant d'un côté luttes écologiques, luttes sociales et luttes décoloniales dans le Nord et dans le Sud global, et de l'autre différentes formes d'action directe : manifestations, campements, occupations, blocages, émeutes, grèves, sabotages, etc. C'est seulement à partir d'un tel cadre que la question du (double) pouvoir peut être posée.

## Considérations finales

La puissance de la nature a contre-attaqué. La violente perturbation de son autonomie a fini par produire une pandémie qui a enclenché une crise sanitaire, sociale, économique et politique extrêmement violente. Face à cette situation tragique, les États ont arboré leur va-t-en guerre : rhétorique belliciste, mesures martiales et plein usage des prérogatives régaliennes. L'allure militaire de la souveraineté est parue à beaucoup comme une pilule amère mais nécessaire pour contrer l'état d'urgence dans lequel nous sommes plongés. Toutefois, « les pandémies ne doivent pas être considérées, par analogie avec la guerre, comme des arguments biologiques en faveur de la centralisation du pouvoir ».

Dès le début du Covid-19, les États ont été incapables de penser et d'agir « comme un épidémiologiste ». Une approche en termes de *double biopouvoir*, pour reprendre la belle expression d'Alberto Toscano et Panagiotis Sotiris, nous semble fournir une alternative souhaitable au « désir d'État » qui a émergé de certains pans de la gauche radicale globale. Dans leurs interventions, Toscano et Sotiris ont bien montré le potentiel politique d'une perspective ancrée dans la sphère de la reproduction (santé, éducation, etc.), qui contient en soi les traces germinales d'une contre-stratégie antagoniste à la souveraineté étatique et à la gouvernance néolibérale, en étant entièrement centrée autour des luttes sociales et des savoirs démocratiques[22].

Dans quelle mesure une telle orientation serait-elle transposable sur le plan de la lutte contre le changement climatique et plus généralement contre la crise écologique ? Ou, pour poser de façon lapidaire une question massive en guise de conclusion : comment décliner une théorie et une pratique du *double pouvoir écologique* à la hauteur de la catastrophe qui vient ?

## Notes

[1] A. Malm, *La chauve-souris et le capitalisme*, La fabrique, 2020, notamment le troisième chapitre sur « le communisme de guerre écologique » pp. 133-201. Sur Covid-19 et « désir d'État », cf. A. Toscano, <http://www.historicalmaterialism.org/blog/beyond-plague-state>.

[2] A. Malm, *La chauve-souris et le capitalisme*, op. cit., p. 64.

[3] Cf. R. Wallace, *Big Farms make Big Flu*, Monthly Press, 2016. Sur le covid-19 de R. Wallace cf. *Dead Epidemiologists*, Monthly Press, 2020 et les quatre articles traduits en français au printemps dernier : <https://acta.zone/agrobusiness-epidemie-dou-vient-le-coronavirus-entretien-avec-robert-wallace/>, <https://agitations.net/2020/03/19/notes-sur-le-nouveau-coronavirus-robert-g-wallace>, <https://agitations.net/2020/03/21/greve-pandemique-et-coronavirus-entretien-avec-robert-g-wallace/> et <https://www.terrestres.org/2020/04/30/le-covid-19-et-les-circuits-du-capital/>.

[4] D. Quammen, *Spillover*, Adelphi, 2012, p. 21 de l'édition italienne (en cours de traduction en français par Flammarion). La probabilité d'événements pandémiques au début du XXème siècle était tellement élevée que les épidémiologues et les virologues parlaient de NBO, le *Next Big One*. Quammen ajoutait à l'époque que « la différence entre HIV-1 et NBO pourrait être, par exemple, la rapidité d'action : NBO pourrait être rapide à

tuer autant que l'autre est relativement lent. La plupart des nouveaux virus travaillent à grande vitesse ». Et peu après il conseillait prosaïquement : « *tenons sous contrôle les animaux sauvages, parce que pendant que nous sommes en train de les assiéger, les encercler, les exterminer et les abattre, ils nous passent les maladies* », pp. 45 et 48.

[5] *Ibid.* p. 61

[6] *Ibid.* pp. 51-54.

[7] *Ibid.* p. 54.

[8] *Ibid.* p. 91.

[9] *Ibid.* pp. 71-78.

[10] Avec cela l'on entend la superficie nécessaire à extraire, cultiver, assembler, etc. les parties qui composent les produits finaux. Pour ce qui est des différences de pouvoir, nous pouvons éteindre la remarque aux rapports de classe : « être très riche signifie avoir les moyens de se payer de la terre tropicale », *Ibid.* p. 76.

[11] *Ibid.* p. 76. Comme le dit Malm à propos de la malaria, c'est « la déforestation [qui] profite à son vecteur, le moustique : la lumière du soleil atteint plus facilement le sol où les larves se développent et, par ailleurs, quand la biodiversité recule, ils ont moins de prédateurs. Le Nigeria est le pays qui souffre le plus de la malaria induite par la déforestation. Elle est elle-même due principalement à l'exportation de bois et de cacao. Ces marchandises finissent dans les pays du Nord : les consommateurs qui ont la plus forte empreinte malaria sont les grands bûcherons de cacao, les Néerlandais, les Belges, les Suisses et les Allemands. [Bref ] les Européens ont le chocolat et les profits, les Africains les moustiques », *Ibid.* p. 77.

[12] *Ibid.* pp. 124-132.

[13] Cf. J. O'Connor, [http://www.columbia.edu/~lnp3/second\\_contradiction.htm](http://www.columbia.edu/~lnp3/second_contradiction.htm).

[14] *Ibid.* pp. 174-75.

[15] *Ibid.* p. 189.

[16] *Ibid.* pp. 135-140.

[17] Cf. J. Wainwright, G. Mann, *Climate Leviathan*, Verso, 2018, un excellent ouvrage de philosophie politique qui interroge les transformations de la gouvernance globale au prisme de l'urgence climatique.

[18] Cf. A. Malm, *Comment saboter une pipeline*, La fabrique, 2020, un essai accessible et très utile qui effectue d'un point de vue immanent aux mouvements écologiques une critique de la fétichisation de la non-violence.

[19] Cf. Zetkin Collective (dont Malm est membre), *Fascisme fossile*, La fabrique, 2020. Cf. aussi la splendide intervention orale tenue par Malm à Soas juste après l'élection de Trump, *Violent Past, Hot Present, Extreme Future*, <https://www.youtube.com/watch?v=AcYMnVHzVWc>.

[20] Pour la lecture opéraïste de Lénine, cf. M. Tronti, *Ouvriers et capital, op. cit.*, notamment le chapitre « Lénine en Angleterre », pp. 119-27 et A. Negri, *Factory of Strategy*, Columbia University Press, 2015. De Negri sur Lénine, le lecteur francophone dispose de deux textes, publiés par Période : <http://revueperiode.net/author/toni-negri/>.

[21] Sur ces trois points, à peine esquissés ici, nous reprenons les arguments largement développés dans D. Gallo Lassere, *Penser le capitalisme global : multiplication du travail, opérations du capital et contre-pouvoirs*, Actuel Marx, à paraître.

[22] De Sotiris, cf. <https://criticallegalthinking.com/author/panagiotis-sotiris/> (le premier texte a été traduit par Acta) et de Toscano cf. <http://www.historicalmaterialism.org/blog/beyond-plague-state> (dont une version abrégée a été traduite en français par Acta). Sur la théorie du double pouvoir, cf. la stimulante cartographie de Toscano, *After October, Before February: Figures of Dual Power*, dans F. Jameson, *An American Utopia*, Verso, 2016, pp. 211-41 et S. Mezzadra, B. Neilson, *The Politics of Operations*, Duke University Press, notamment pp. 209-252.